SIT-IN DES FAMILLES VICTIMES DU TERRORISME

Elles revendiquent un statut

Les familles des victimes du terrorisme ont tenu un sit-in devant le Palais du gouvernement, à Alger. Leur principale revendication : la promulgation du statut de victime du terrorisme.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - De nombreuses familles des victimes du terrorisme ont pris d'assaut, hier, le trottoir faisant face au Palais du gouvernement.

Encerclés par un nombre important de policiers, les manifestants ont pris la décision de passer la nuit sur les lieux. «Si nos revendications ne sont pas prises en considération, nous reviendrons chaque dimanche», menacent-ils.

Tout en scandant «Gloire aux martyrs», les protestataires ont exigé la promulgation d'un statut pour les familles des victimes du terrorisme. «Nous demandons à ce qu'un statut soit promulgué pour assurer la sauvegarde de la mémoire collective et les intérêts moraux et matériels de toutes les victimes du terrorisme», expliquent-ils. «C'est injuste ! Nos enfants sont morts pour l'Algérie et nous, leurs familles, on a été marginalisées, tandis que les terroristes ont été indemnisés et ont bénéficié de l'aide de l'Etat», tonne un sexagénaire. «Parmi les victimes du terrorisme, il y a des mères de famille qui ont recours à la mendicité pour subvenir aux besoins de leur progéniture», assure une dame du même groupe. Toutefois, les protestataires considèrent que l'Organisation nationale des victimes du terrorisme ne les représente pas. «Nous ne voulons plus de cette organisation. Ses responsables nous ont utilisés durant plus de 17 ans comme fonds de commerce pour faire de la politique», disent-ils. Ils appellent ainsi à l'instauration d'«un secrétariat d'Etat chargé des affaires des victimes du terrorisme». Parmi les autres revendications : «Décréter une journée nationale à la mémoire des victimes du terrorisme, dédier un monument national pour se recueillir lors des cérémonies officielles, édifier des stèles sur lieux des attentats à la bombe et des assassinats individuels et collectifs perpétrés par les terroristes, glorifier les victimes du terrorisme en baptisant des villes, quartiers, rues et établissements publics en leurs noms et, enfin, conserver les archives, témoignages de la genèse et des évènements douloureux endurés par le peuple depuis plus d'une décennie», ajoutent les concernés.

Photo : New Press.

Les familles victimes du terrorisme interpellent Bouteflika.

Quant aux victimes blessées, elles ont dénoncé le fait que leurs dossiers «traînent depuis plusieurs années au niveau des services des wilayas». Les familles des victimes du terrorisme demandent que les victimes décédées aient le statut de «chouhada» et les blessés celui d'«invalides de guerre».

R. N.

MOUVEMENT EL ISLAH

Boulahia s'initie au «redressement»

Le mouvement El Islah n'en finit pas avec les fissurations organiques. Son président démissionnaire, Mohamed Boulahia, a, sur insistance du Madjliss Echoura, dit-il, décidé de reprendre son bâton de militant et récupérer son trône. Du coup, le parti se scinde en deux clans rivaux qui se disputent publiquement la légitimité.

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir) - La fracture s'est accélérée dès début mars écoulé lorsque le Madjliss Echoura du parti, plus exactement une vingtaine de ses membres, a décidé de «forcer» la main à Mohamed Boulahia, le président de démissionnaire, pour qu'il reprenne les rênes d'El Islah. Peu lui chaut que cette remise en selle souffre un vice de procédure et constitue une entorse aux statuts du parti. Chez El Islah, c'est comme dans une auberge espagnole, on en part et on y revient comme ça nous chante. La réintronisation de Mohamed Boulahia s'est faite quelque peu à la Pyrrhus.

Une entreprise de redressement qui, semble-t-il, ne s'encombre pas de précautions statutaires. L'important pour les partisans de Boulahia est de reprendre le parti à Djamel Benabdeslam, le secrétaire général aujourd'hui contesté.

C'est, aussi, de ce rififi organique que Mohamed Boulahia, le président, Miloud Koudri, le nouveau secrétaire général et Djamel Souilah, le président du conseil consultatif, sont venus parler hier à la Maison de la presse Tahar-Djaout.

Tour à tour, ils ont exposé leur version des faits. Il va sans dire, Boulahia et compagnie disent disposer de la légitimité statutaire, accusant Djamel Benabdeslam et ses partisans d'avoir outrepassé la validité de leurs mandats. Pour eux, Djamel Benabdeslam est un usurpateur de fonction puisque son mandat, ses deux mandats qu'autorisent les statuts du parti sont arrivés à expiration ce 1er mars.

Photo : DR.

Djamel Benabdeslam

C'est donc forts de cette situation qu'ils ont décidé d'agir. Le rappel de Boulahia est rendu nécessaire par cette perspective que les rivaux de Benabdeslam se sont tracée de corriger la trajectoire du parti. Une perspective qui — ils ne s'en cachent pas — travaille à associer le fondateur du parti, Abdallah Djaballah.

Ce dernier, à en croire Djamel Souilah, est intéressé par la réconciliation qui lui est proposée. Et pourquoi pas reprendre les rênes d'El Islah d'où il fut éjecté. D'ailleurs Mohamed Boulahia a juré, hier, n'être intéressé ni par faire de vieux os à la tête du parti, ni par une quelconque ambition électorale. «Je ne serai ni candidat à l'élection présidentielle ni aux législatives», a-t-il déclaré. Il a aussi indiqué que sa seule mission est d'organiser un congrès et de rectifier la trajectoire du parti. Courte ambition.

Mais en attendant l'issue de ce combat fratricide, Mohamed Boulahia et ses partisans ont pris l'initiative de se signaler à travers une lettre au président Bouteflika.

Une missive dans laquelle ils proposent une sortie de crise.

Ils plaident pour la révision constitutionnelle en vue de l'institution d'un régime parlementaire, une réforme du système politique laquelle passe par la dissolution des assemblées élues et une élection présidentielle anticipée.

S. A. I.

SITUATION SÉCURITAIRE EN KABYLIE

Explosion d'une bombe artisanale à Aït Allaoua (Iboudrarène)

Une bombe de fabrication artisanale a explosé hier matin dans le massif forestier du Djurdjura, sur les hauteurs du village Aït Allaoua, dans la commune d'Iboudrarène, à 45 km au sud-est de la wilaya de Tizi-Ouzou. Selon des informations sécuritaires recueillies dans la région, il était 9 h du matin environ lorsque les habitants ont entendu une déflagration qui leur a donné des sueurs froides, au point où des paysans et des bergers ont quitté le village pour rejoindre les champs. Fort heureusement, le moment de panique passé, il s'est avéré que l'engin a explosé au passage d'une bête sauvage, probablement un sanglier, a précisé notre source qui ajoute, cependant, que la présence de cette bombe artisanale dans les environs dénote le retour des hordes terroristes dans la région, et ce, après que celle-ci ait été nettoyée lors de la dernière opération enclenchée au mois de septembre de l'année dernière. Et ce n'est certainement pas pour faire du tourisme de montagne en ces journées printanières qu'un contingent militaire a installé ses quartiers, tard dans la nuit de samedi dernier, dans la commune voisine d'Akbil, plus précisément à Aït Ouabane, un village frontalier du village Aït Allaoua, pour enclencher, dès la matinée d'hier, une opération de ratissage dans les forêts denses et escarpées de ces deux villages. Jusqu'en début de soirée, aucune information n'a filtré sur cette offensive militaire qui, avons-nous appris, risque de s'inscrire dans la durée.

Sadek Aït-Salem